



**BODACC.fr**  
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales



Baromètre BODACC

# Baromètre

## Ventes et cessions de fonds de commerce

(Bâtiment, commerce, industrie ou services)

Annonces publiées au BODACC  
du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015

Direction de l'**information légale et administrative**



La référence au service du public

## Moins de 40 000 transmissions de fonds de commerce en 2015 pour une valeur moyenne proche de 180 000 €

### La restauration sans appétit

Dans un contexte économique encore fragile et ébranlé par les attentats de janvier et novembre, le PIB français a progressé de 1,1 % en 2015. Cette croissance reste encore molle. Or c'est bien un coup de mou que connaît le marché de la transmission de fonds de commerce. **Un peu moins de 40 000 activités ont changé de mains**, c'est un chiffre en recul de 9,1 % sur un an et **inférieur de 10 % à la moyenne des cinq dernières années**. Le commerce de détail et la restauration, traditionnellement les plus nombreux, comptabilisent cette année encore à eux seuls 16 000 transactions. Mais la restauration connaît depuis trois ans un recul sensible du nombre d'opérations tombant de plus de 10 000 reprises en 2012 à moins de 8 000 en 2015. C'est là une explication de la baisse du nombre de transactions en 2015. En effet, corrigé des opérations atypiques ou non récurrentes, comme c'était par exemple le cas dans le commerce de magasins multi-rayons en 2014, le volume des échanges n'aurait reculé que d'un millier d'unités en 2015 et les deux tiers seraient imputables à la seule activité de restauration.

La reprise est encore portée par des **créateurs d'entreprises, à 46 %**. Cependant, ce taux, qui était encore de 54 % en 2011, a tendance à baisser sur cinq ans. Le recul des achats de fonds de commerce dans la restauration explique là encore pour partie cet effritement : 80 % des activités de restauration sont en effet reprises dans le cadre d'une création d'entreprise.

**La valeur moyenne des transactions accuse une baisse de 5,1 % sur un an, juste sous les 180 000 €**. Ce montant est **inférieur de 10 000 € à la moyenne des cinq dernières années** mais demeure au-dessus des valeurs enregistrées sur les années 2008 à 2010 (175 000 €). C'est dans la pharmacie que les prix sont en moyenne les plus élevés (1 062 000 €). Les valorisations approchent 370 000 € dans l'hôtellerie, 260 000 € dans l'optique, 200 000 € en boulangerie. Les fonds se sont échangés autour de 160 000 € en restauration traditionnelle ou débits de boissons, 140 000 € dans l'habillement de détail, 100 000 € en maçonnerie générale, 80 000 € en restauration rapide et sous les 60 000 € en coiffure ou soins de beauté. Rapportés au chiffre d'affaires du vendeur, ces prix représentent en moyenne quatre mois à un an d'activité.

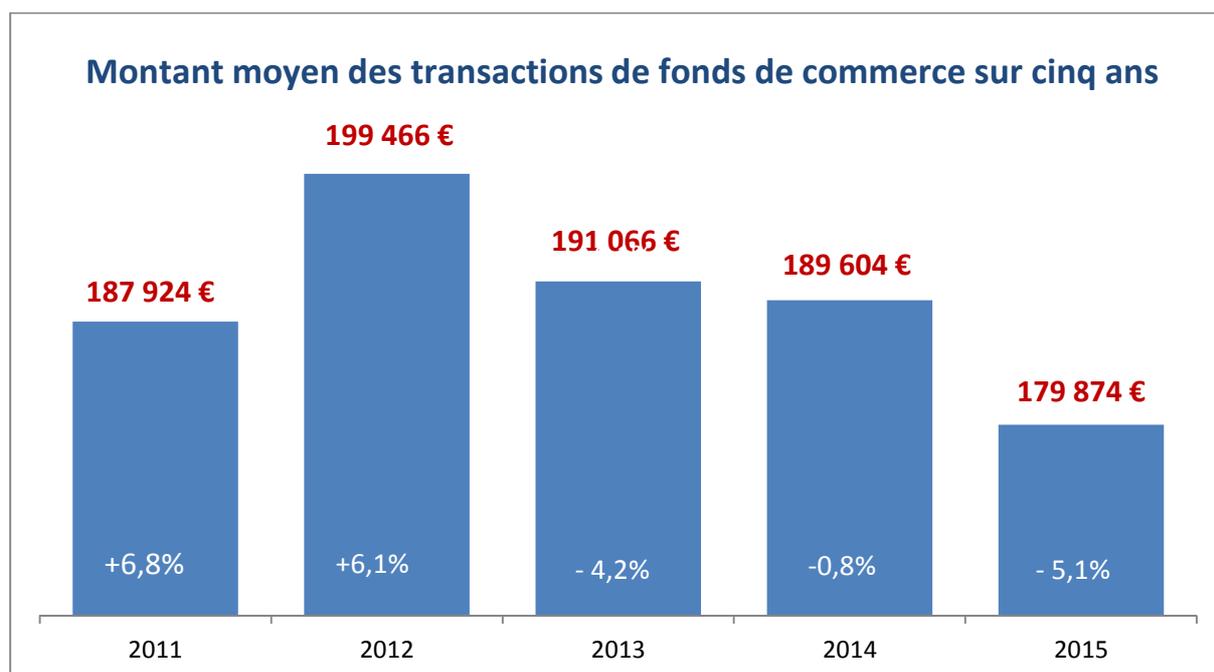
## Analyse baromètre BODACC

### Une valorisation en retrait de 5 %

Bloquée à 175 000 € de 2008 à 2010, la valorisation des fonds de commerce avait franchi le seuil des 180 000 € à partir de 2011 jusqu'à approcher 200 000 € en 2012, dopée par des PME soucieuses d'accélérer leur développement par des opérations de croissance externe. Depuis, le prix de cession s'effrite mais il s'établit encore aux environs de 190 000 € en moyenne sur cinq ans. En 2015, la valorisation s'inscrit à nouveau en baisse et se fixe aux environs de 180 000 €, en retrait de 5,1 % par rapport à 2014 mais aussi par rapport à la moyenne sur cinq ans.

Les prix, en recul dans la plupart des secteurs, augmentent cependant à la fois sur un an et sur cinq ans pour quelques activités. C'est le cas, en particulier, des travaux publics (428 000 €), des services informatiques comme l'hébergement (334 000 €) ou des voyages (178 000 €).

Sur le territoire, trois régions tirent les prix au-delà de 200 000 € : Île-de-France, Nord-Pas-de-Calais et Picardie. Ces deux dernières enregistrent même une hausse sur un an et sur cinq ans.



## Des créations d'entreprises par reprise d'un fonds, davantage pérennes

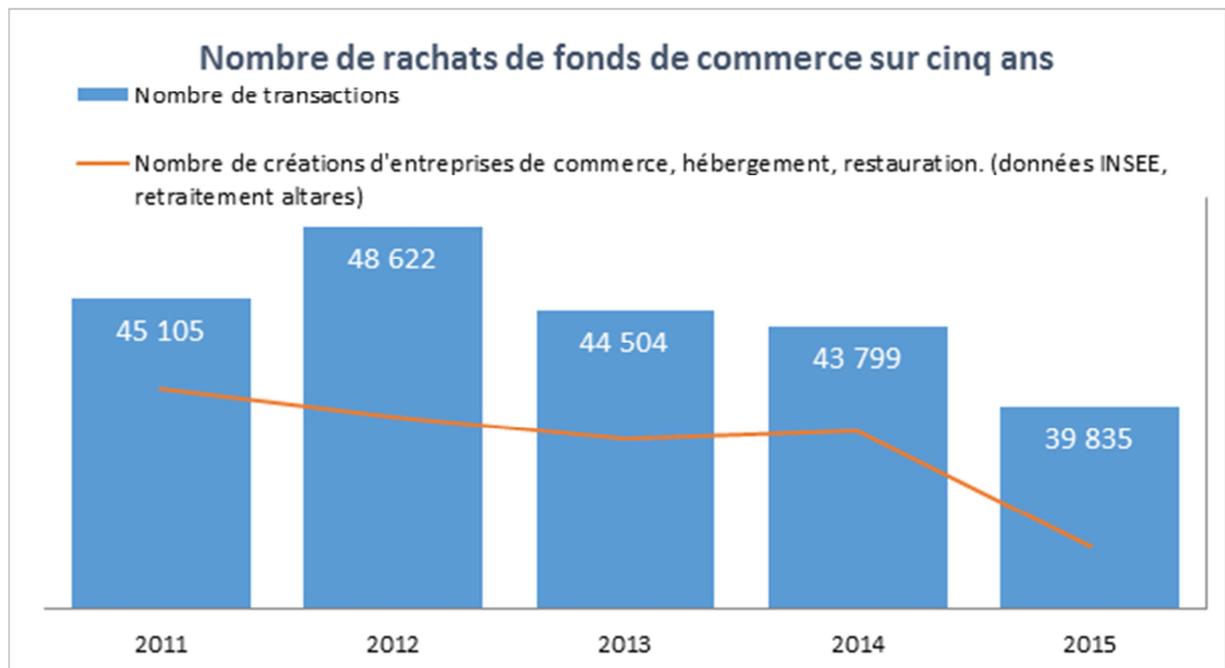
En 2015, le nombre de reprises de fonds de commerce accuse une chute sensible par rapport à 2014 (- 9,1 %) tombant juste sous le seuil des 40 000 (39 835). Ce nombre est significativement en dessous de la moyenne sur cinq ans (44 000), étayée par une année 2012 très dynamique avec plus de 48 000 reprises et de nombreux mouvements dans la grande distribution enregistrés en 2014.

Dans un périmètre comparable, corrigé des valeurs atypiques, le nombre de reprises reculerait en 2015 de 2,6 %. La baisse serait même deux fois moindre (- 1,3 %) hors activité restauration.

Si le nombre de repreneurs recule légèrement, ces reprises conservent une remarquable pérennité. En effet, près de 88 % de l'ensemble des repreneurs du millésime 2011 sont encore actifs en 2015 soit cinq ans plus tard, taux déjà observé sur les millésimes précédents.

Les seuls repreneurs créateurs de ce millésime 2011 sont encore 85 % à être toujours debout cinq ans après. La création d'une entreprise par reprise d'un fonds de commerce demeure donc bien davantage pérenne que l'ensemble des créations.

Rappelons que l'INSEE observe un taux de survie à cinq ans des entreprises créées en 2006 de seulement 51,5 %.



## Une valeur moyenne en hausse sur les entreprises sans salarié

En comparaison de la moyenne à cinq ans comme des valeurs 2014, les valorisations des fonds de commerce s'abaissent quelle que soit la taille de l'entreprise.

Toutefois, les prix des fonds des **très petites entreprises** (TPE) ont davantage résisté (162 700 €) et se sont même appréciés pour celles ne comptant pas de salarié. Les **acheteurs sans salarié** ont déboursé plus de 184 000 € pour acquérir un fonds de commerce. C'est 7 000 € de plus sur un an et 25 000 € par rapport à la moyenne sur cinq ans. Cela concerne essentiellement des microentreprises de commerce de détail tel que l'habillement, l'alimentation, l'équipement du foyer ou les débits de boissons.

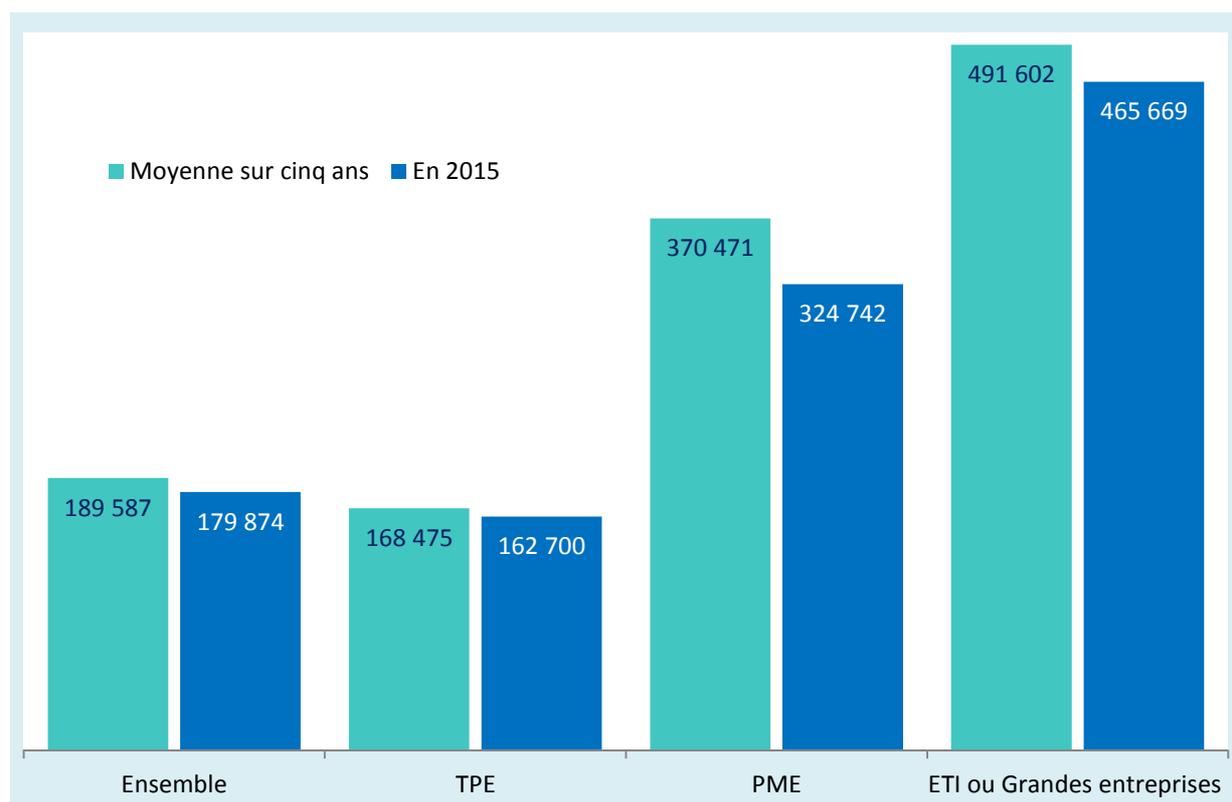
Les activités les plus importantes se sont elles aussi renchéries sur 2015 après avoir chuté en 2014. Les **entreprises de taille intermédiaire** (ETI) ont ainsi racheté les fonds de commerce 466 000 € en moyenne. Ces repreneurs sont majoritairement déjà installés depuis plusieurs décennies. Il s'agit de rachats ou des réorganisations intragroupes, en particulier en hypermarchés et parfumeries.

Les **petites et moyennes entreprises** (PME) sont toujours présentes sur le marché de la reprise puisque leur nombre ne baisse que de 1,7 % contre - 9,1 % pour l'ensemble des repreneurs. D'autant que ces acheteurs peuvent faire des acquisitions moins onéreuses. Le prix d'achat recule depuis trois ans et tombe sous les 325 000 € en 2015.

## Montant moyen des transactions en € par tranche d'effectif des acheteurs

Tranche d'effectif des acheteurs	2011	2012	2013	2014	2015	Évolution 2015 vs 2014	Nombre transactions 2015	Évolution 2015 vs 2014
TPE (Moins de 10 salariés)	169 594	173 528	169 274	167 281	162 700	- 2,7 %	34 474	- 7,9 %
PME (10 à 249 salariés)	354 494	405 392	388 055	379 673	324 742	- 14,5 %	4 348	- 1,7 %
ETI Grandes entreprises (250 salariés et plus)	523 654	568 545	462 202	437 939	465 669	6,3 %	1 013	- 48,1 %
<b>Ensemble</b>	<b>187 924</b>	<b>199 466</b>	<b>191 066</b>	<b>189 604</b>	<b>179 874</b>	- 5,1 %	39 835	- 9,1 %

**Montant moyen des transactions en € par taille des acheteurs, comparaison 2015 vs moyenne sur cinq ans**



**Moins de repreneurs individuels, plus de sociétés à capitaux**

Les reprises de fonds de commerce continuent de s'opérer majoritairement sous forme de société ou entreprise à responsabilité limitée (SARL, EURL). La société par actions simplifiée (SAS), notamment unipersonnelle (SASU) connaît cependant un succès grandissant. Ainsi, 50 % des repreneurs ont adopté une forme SARL (ou EURL) en 2015 alors qu'ils étaient 66 % il y a cinq ans. A l'inverse, la SAS (ou SASU) a été privilégiée par le tiers de repreneurs, soit trois fois plus qu'il y a cinq ans.

Le statut d'entrepreneur individuel est de moins en moins privilégié. Il a été adopté par 4 600 repreneurs (12 %) en 2015, soit moitié moins que cinq ans plus tôt.

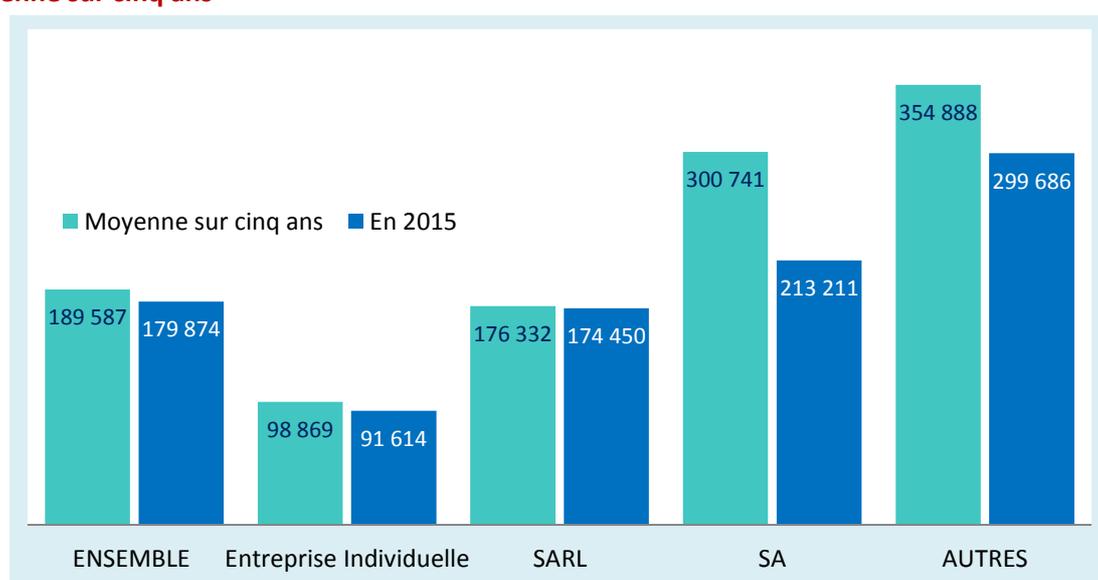
Au-delà de ces distributions relatives, le nombre de reprises sous ces formes juridiques classiques est en recul, en particulier pour les SARL et entrepreneurs individuels. Cependant, les reprises effectuées sous ces formes l'ont été sur la base de valorisations stables voire plus élevées en 2015 par rapport à 2014. La masse des autres catégories juridiques enregistre une augmentation sensible du nombre de reprises (+ 12,8 %). Il s'agit là essentiellement de sociétés en nom collectif (SNC) opérant dans les

activités de débit de tabac, débit de boissons, presse. En 2015, de nombreuses opérations sous forme de SNC ont également été traitées dans l'activité de crèmerie-fromage.

### Montant moyen des transactions en € par catégorie juridique des acheteurs

Catégorie juridique des acheteurs	2011	2012	2013	2014	2015	Évolution 2015 vs 2014	Nombre transactions 2015	Évolution 2015 vs 2014
Entreprises individuelles	103 264	104 337	97 565	89 771	91 614	2,1 %	4 604	- 14 %
Sociétés à responsabilité limitée (SARL OU EURL)	180 082	176 123	175 503	174 263	174 450	0,1 %	19 930	- 13,3 %
Sociétés par actions simplifiée (SAS ou SASU)	340 615	376 101	286 890	259 746	213 211	- 17,9 %	13 384	- 2,6 %
Autres	368 843	387 313	359 298	341 009	299 686	- 12,1 %	1 917	12,8 %
<b>Ensemble</b>	<b>187 924</b>	<b>199 466</b>	<b>191 066</b>	<b>189 604</b>	<b>179 874</b>	<b>- 5,1 %</b>	<b>39 835</b>	<b>- 9,1 %</b>

### Montant moyen des transactions en € par catégorie juridique des acheteurs, comparaison 2015 vs moyenne sur cinq ans



## Les sociétés les plus anciennes se renforcent encore

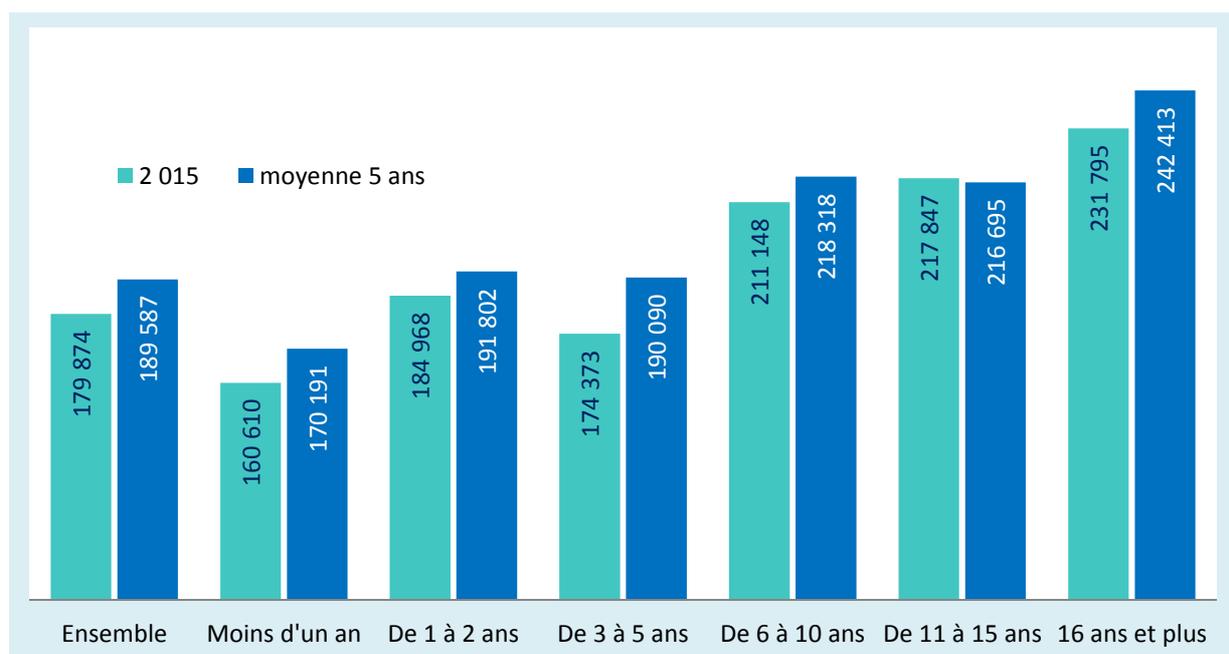
Plus de 18 000 entrepreneurs ont réalisé une opération de rachat de fonds de commerce dans le cadre d'une création d'entreprise, soit un peu moins d'un sur deux (46 %). Ce taux, encore significatif, se stabilise depuis trois ans mais demeure très en dessous des pourcentages relevés jusqu'en 2011 où il approchait les 55 %.

Le recul du nombre de transactions est observé sur l'ensemble des classes d'âges d'entreprises à l'exception des plus anciennes. En effet, 858 sociétés de plus de 50 ans (médiane à 58 ans) ont acquis un fonds de commerce en 2015 contre 480 en moyenne sur cinq ans. Un gros tiers d'entre elles appartiennent aux secteurs de l'industrie manufacturière et du commerce inter-entreprises, plus particulièrement dans le négoce de matériaux de construction et d'équipements industriels. Ces opérations portées par des entreprises plus anciennes se sont traitées en moyenne sur des valorisations de 400 000 €.

## Montant moyen des transactions en € par tranche d'âge des acheteurs

Tranche d'âge des acheteurs	2011	2012	2013	2014	2015	Évolution 2015 vs 2014	Nombre transactions 2015	Évolution 2015 vs 2014
Moins d'un an	177 490	177 169	170 307	165 379	160 610	- 2,9 %	18 378	- 7,6 %
De 1 à 2 ans	184 007	192 793	201 303	195 939	184 968	- 5,6 %	6 818	- 2,3 %
De 3 à 5 ans	184 628	214 947	183 863	192 641	174 373	- 9,5 %	2 441	- 12,6 %
De 6 à 10 ans	198 462	208 833	218 425	254 720	211 148	- 17,1 %	3 417	- 14,2 %
De 11 à 15 ans	191 986	233 573	223 190	216 880	217 847	0,4 %	2 409	- 24,5 %
16 ans et plus	245 417	295 699	253 195	237 072	231 795	- 2,2 %	6 372	- 8,6 %
<b>Ensemble</b>	<b>187 924</b>	<b>199 466</b>	<b>191 066</b>	<b>189 604</b>	<b>179 874</b>	<b>- 5,1 %</b>	<b>39 835</b>	<b>- 9,1 %</b>

**Montant moyen des transactions en € par tranche d'âge des acheteurs, comparaison 2015 vs moyenne sur cinq ans**

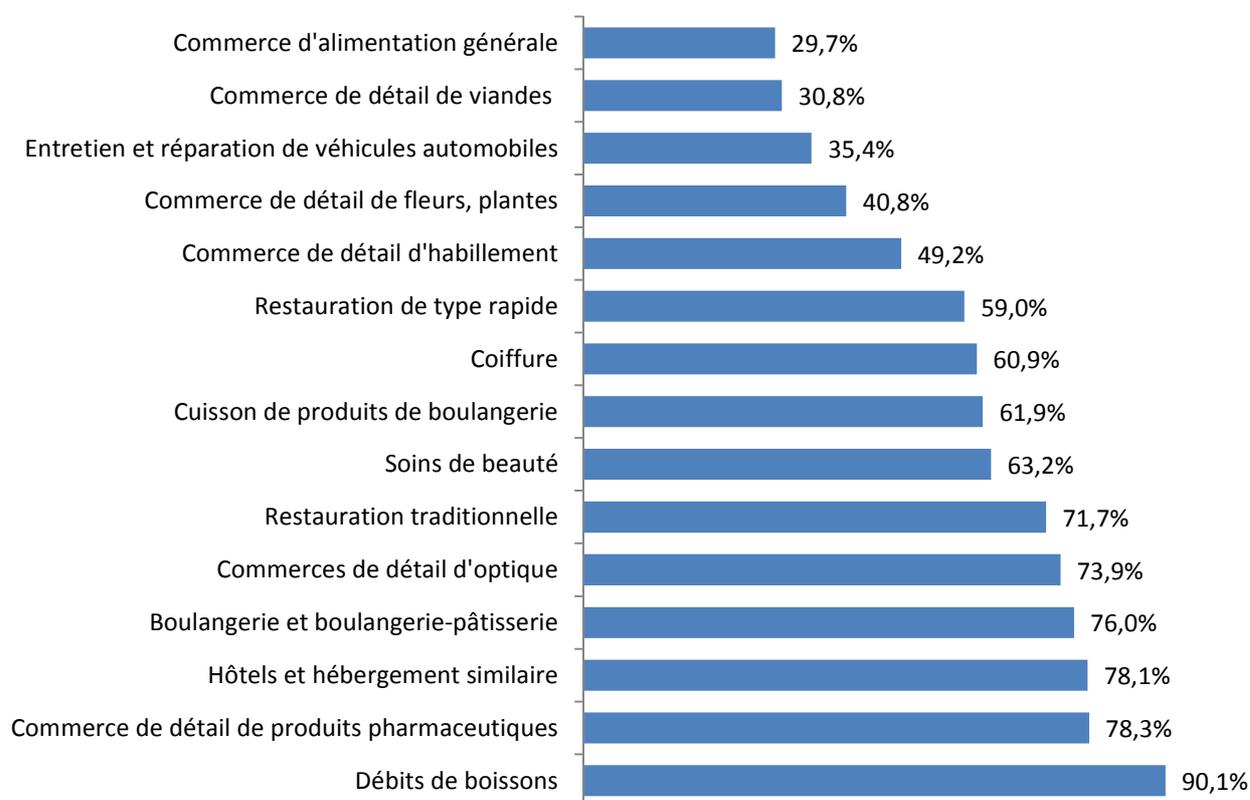


**Distribution de l'ancienneté des fonds de commerce par % acheteurs/vendeurs**

Tranches d'âge Acheteurs / Vendeurs	% acheteurs 2013	% vendeurs 2013	% acheteurs 2014	% vendeurs 2014	% acheteurs 2015	% vendeurs 2015
Moins d'un an	46,4 %	0,5 %	45,4 %	0,6 %	45,8 %	0,4 %
De 1 à 2 ans	17,2 %	7,6 %	15,9 %	6,7 %	17,1 %	6,7 %
De 3 à 5 ans	6,4 %	18,2 %	6,4 %	17,6 %	6,1 %	16,9 %
De 6 à 10 ans	9,1 %	24,2 %	9,1 %	23,4 %	8,6 %	24,6 %
De 11 à 15 ans	5,5 %	12,8 %	7,3 %	12,4 %	6,0 %	13,5 %
16 ans et plus	15,3 %	36,7 %	15,9 %	39,1 %	16,0 %	37,3 %
<b>Ensemble</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Le prix des fonds de commerce est bien entendu tiré par le chiffre d'affaires (CA) développé par le vendeur. Exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires, le prix moyen représente moins du tiers du CA dans l'alimentation générale ou la boucherie et près d'un an de chiffre d'affaires dans les débits de boissons. Dans la restauration, secteur fortement représenté, le prix des fonds se situe en moyenne à moins de 60 % du CA dans la restauration rapide et plus de 70 % dans la restauration traditionnelle.

### Montant du fonds de commerce exprimé en % du chiffre d'affaires HT du vendeur





**BODACC.fr**  
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales



## Le commerce et l'hébergement-restauration dominent les échanges

Les secteurs du **Commerce** et de l'**Hébergement, restauration, débits de boisson** (HCR) animent toujours les reprises de fonds de commerce. Ils représentent à eux seuls plus de la moitié (57 %) des transactions, malgré la désaffection qui affecte la restauration depuis trois ans.

Dans le **commerce**, les activités de vente & réparation de véhicules et de soin de la personne & optique (très majoritairement des pharmacies) concentrent le quart des transactions. La vente au détail d'habillement représente près d'une reprise de commerce sur dix. Les prix moyens des fonds se sont traités entre 1,060 million d'euros dans la pharmacie et moins de 80 000 € pour les activités de type fleuriste ou jardinerie. Les valorisations ont ainsi été de l'ordre de 90 000 € dans l'alimentation générale, 110 000 € en boucherie de détail, 140 000 € dans l'habillement, 200 000 € dans les magasins de presse ou 260 000 € dans l'optique.

En **HCR**, le prix moyen s'est établi à moins de 80 000 € en restauration rapide, aux environs de 160 000 € en restauration traditionnelle comme en débit de boissons et au-delà de 370 000 € en hôtel et hébergement similaire.

Les activités de coiffeur, soins de beauté et corporels forment l'essentiel des reprises dans les **services aux particuliers**. Les seuls coiffeurs ont enregistré plus de 1 300 reprises pour un prix moyen de 58 000 €, proche de celui des blanchisseries (60 000 €) et au-dessus de celui des soins de beauté (50 000 €).

Dans les **services aux entreprises**, le nombre d'acteurs recule après une très bonne année 2014. Globalement, les services techniques restent dynamiques et se sont échangés à 180 000 € dans le conseil, 190 000 € pour les experts comptables ou 220 000 € dans l'ingénierie. Dans les services administratifs, les activités d'aménagement paysager se sont traitées à 75 000 € en moyenne, moins de 110 000 € pour le nettoyage courant des bâtiments ou près de 190 000 € pour les agences de voyage.

Le prix moyen de cession repasse sous le seuil des 300 000 € dans l'**information & communication** en dépit de la hausse relevée dans les services informatiques (270 000 € en 2013, 311 000 € en 2014 et 334 000 € en 2015).

Dans le secteur **transport & logistique**, le nombre de transactions a augmenté de 7 % en 2015 mais la valorisation recule depuis 3 ans pour tomber à 156 000 €, soit 40 000 € en dessous de la moyenne à cinq ans. Un peu moins de la moitié (44 %) des échanges s'opère dans le transport de fret. L'interurbain comptabilise 173 reprises contre 151 un an plus tôt, pour un prix de cession tombant de 183 000 € à 177 000 €. Dans le fret de proximité, le prix de vente gagne 3 000 € à 125 000 € pour 154 transactions contre 166 en 2014.

L'**industrie** parvient à conserver un prix moyen au-delà de 200 000 € (209 000 €). Après une année peu animée avec seulement 4 000 reprises, 2015 reprend des couleurs avec 3 % de transactions

supplémentaires (4 134). Plus de la moitié des opérations ont été faites dans l'agroalimentaire, plus particulièrement chez les artisans boulangers dont le prix des fonds s'est renchéri de 179 000 € en 2014 à 191 000 € en 2015. Dans l'industrie manufacturière, les prix peinent à se maintenir. Le nombre de transactions est toutefois au-dessus de la moyenne à cinq ans dans les matériaux de construction ou la métallurgie-mécanique.

Dans la **construction**, le bâtiment représente plus de la moitié des transactions (56 %) mais aussi le prix moyen le plus bas du secteur à 98 000 €, qui est aussi le prix moyen relevé dans l'activité de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment. A l'inverse, les travaux publics concentrent les valorisations les plus hautes du secteur de la construction à près de 430 000 €. Les agences immobilières peinent à maintenir un prix moyen de cession juste au-dessus des 100 000 €.

#### Montant moyen des transactions en € par secteur d'activité des acheteurs

Secteur d'activité	2011	2012	2013	2014	2015	Évolution 2015 vs 2014	Nombre transactions 2015	Évolution 2015 vs 2014
Agriculture	149 472	154 998	248 003	145 542	174 428	19,8 %	219	0,9 %
Construction	119 493	130 055	139 326	148 587	117 048	- 21,2 %	3 122	- 9,1 %
Commerce	253 478	264 085	246 427	247 576	233 954	- 5,5 %	11 605	- 9,4 %
Industrie	199 909	233 381	218 572	222 537	208 765	- 6,2 %	4 134	3,1 %
Information & communication	262 365	332 700	285 911	301 379	279 670	- 7,2 %	583	- 9,3 %
Transport & logistique	175 164	223 808	207 566	182 119	156 101	- 14,3 %	741	7,2 %
Activités d'assurance et financières	340 555	392 820	351 844	399 116	371 643	- 6,9 %	648	7,6 %
Services aux entreprises	206 615	247 655	220 642	214 011	202 315	- 5,5 %	3 429	- 8,7 %
Services aux particuliers	68 698	66 753	66 920	62 332	61 064	- 2 %	2 604	- 3,6 %
Hébergement, restauration, débits de boissons	158 763	159 341	160 520	149 614	150 865	0,8 %	11 337	- 1,7 %
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>187 924</b>	<b>199 466</b>	<b>191 066</b>	<b>189 604</b>	<b>179 874</b>	<b>- 5,1 %</b>	<b>39 835</b>	<b>- 9,1 %</b>

**Montant moyen des transactions en € par activité des acheteurs**

Activité	2012	2013	2014	2015	Évolution 2015 vs 2014	Nombre transactions 2015	Évolution 2015 vs 2014
<b>Construction</b>							
Bâtiment	91 939	112 688	121 087	98 092	- 19,0 %	1 757	- 9,1 %
Travaux publics	324 736	391 874	420 092	428 546	2 %	112	6,7 %
Agences immobilières	131 407	111 587	122 183	101 950	- 16,6 %	490	- 4,1 %
Autres activités immobilières	277 451	257 940	283 030	273 461	- 3,4 %	691	- 14,6 %
<b>Commerce</b>							
Commerce & réparation véhicules	150 235	151 348	117 121	132 262	12,9 %	1 555	3,3 %
Magasins multi-rayons	161 885	179 002	301 617	192 688	- 36,1 %	1 342	- 37,8 %
Détail alimentaire	153 571	137 816	137 869	141 906	2,9 %	1 968	11,2 %
Bricolage & équipement du foyer	124 174	122 995	135 726	129 472	- 4,6 %	604	- 10,8 %
Sport & loisirs	181 105	165 677	176 465	186 528	5,7 %	594	- 11,9 %
Commerce d'habillement	161 172	137 131	143 600	142 165	- 1 %	1 053	- 12,2 %
Soin de la personne & optique	945 042	863 146	816 102	770 232	- 5,6 %	1 357	5,0 %
Vente hors magasin	89 228	87 624	101 284	107 686	6,3 %	383	3,5 %
Autres commerces de détail	101 775	111 991	104 999	107 899	2,8 %	915	- 16,4 %
Carburants & combustibles	213 104	372 507	194 564	200 378	3 %	123	- 11,5 %
Autres commerce interentreprises	328 946	317 328	173 411	267 265	54,1 %	283	16,9 %
Centrales d'achat	319 099	246 513	310 010	240 555	- 22,4 %	122	- 18,7 %
Alimentaire (interentreprises)	236 586	307 327	258 203	182 836	- 29,2 %	273	- 11,1 %
Textile, habillement (interentreprises)	167 337	130 278	154 003	139 014	- 9,7 %	125	- 7,4 %
Biens domestiques (interentreprises)	375 720	350 626	435 189	286 228	- 34,2 %	248	3,3 %
Équipements informatiques & électroniques (interentreprises)	378 797	260 884	237 236	134 476	- 43,3 %	69	- 20,7 %
Machines & équipements (interentreprises)	256 266	227 403	257 832	188 444	- 26,9 %	345	- 16,1 %
Matériaux de construction, sanitaire... (interentreprises)	381 207	270 573	231 862	300 778	29,7 %	246	- 30,7 %

Activité	2012	2013	2014	2015	Évolution 2015 vs 2014	Nombre transactions 2015	Évolution 2015 vs 2014
<b>Industrie</b>							
Industrie alimentaire	205 367	199 574	186 270	191 643	2,9 %	2 347	1,6 %
Textile, habillement, cuir	193 119	262 505	147 280	234 070	58,9 %	121	24,7 %
Bois, matériaux de construction	459 366	211 307	385 722	292 840	- 24,1 %	192	9,1 %
Imprimerie	167 947	86 059	107 186	110 170	2,8 %	113	- 2,6 %
Énergie, eau, environnement	305 809	363 618	477 871	338 133	- 29,2 %	227	9,7 %
Chimie, pharmacie	766 282	916 200	1 224 576	1 351 678	10,4 %	66	- 16,5 %
Caoutchouc, plastique	313 441	217 651	307 033	225 373	- 26,6 %	78	0,0 %
Métallurgie, mécanique	182 368	281 117	156 296	148 388	- 5,1 %	296	14,3 %
Informatique, électronique	384 255	326 481	159 855	318 374	99,2 %	31	- 11,4 %
Machines et équipements	190 078	255 886	323 656	590 798	82,5 %	83	20,3 %
Autres industries manufacturières	173 836	152 349	293 526	128 899	- 56,1 %	168	- 14,3 %
Réparation, maintenance	166 606	124 303	189 700	179 465	- 5,4 %	236	8,8 %
<b>Information &amp; Communication</b>							
Services informatiques	346 331	269 734	310 917	333 771	7,4 %	324	- 5,3 %
Édition	155 725	435 971	182 950	240 147	31,3 %	90	7,1 %
Films & son	380 713	191 755	184 697	185 612	0,5 %	60	- 6,3 %
Télécommunications	336 999	225 387	369 849	181 392	- 51 %	51	- 32 %
<b>Transport</b>							
Transport routier de marchandises	153 639	163 361	148 203	155 867	5,2 %	366	4,6 %
Transport routier de voyageurs	168 267	132 841	109 087	106 054	- 2,8 %	204	21,4 %
Services de transport	532 901	545 900	361 079	236 173	- 34,6 %	154	0,7 %
<b>Activités d'assurance et financières</b>							
Activités financières	625 336	511 437	684 113	505 569	- 26,1 %	404	6,3 %
Activités d'assurance	317 775	276 883	341 223	305 796	- 10,4 %	244	9,9 %

Activité	2012	2013	2014	2015	Évolution 2015 vs 2014	Nombre transactions 2015	Évolution 2015 vs 2014
<b>Services aux entreprises</b>							
Services techniques aux entreprises	214 233	199 841	242 004	212 284	- 12,3 %	1 538	- 1,2 %
Activités de location	264 498	279 391	188 060	211 590	12,5 %	287	- 36,9 %
Mise à disposition de ressources humaines	265 646	198 696	198 015	142 690	- 27,9 %	100	40,8 %
Voyages	159 430	151 405	138 783	177 753	28,1 %	95	- 20,2 %
Sécurité	301 452	142 982	141 215	174 963	23,9 %	65	- 9,7 %
Nettoyage de bâtiments	103 235	113 669	97 157	101 105	4,1 %	202	10,4 %
Services administratifs de bureau	363 519	296 258	212 224	221 384	4,3 %	61	5,2 %
Autres activités de soutien aux entreprises	134 018	144 817	180 983	164 024	- 9,4 %	307	-0,3 %
<b>Services aux particuliers</b>							
Activités de réparation	69 721	67 638	75 414	59 253	- 21,4 %	142	- 20,7 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	64 394	64 481	56 556	55 869	- 1,2 %	1 971	-0,5 %
Autres services à la personne	76 123	77 748	80 406	82 424	2,5 %	491	- 9,1 %
<b>Hébergement, Restauration, Débits de boissons</b>							
Hébergement	322 981	351 248	326 171	333 854	2,4 %	836	- 10,5 %
Restauration	138 708	139 275	129 778	129 912	0,1 %	7 661	- 7,6 %
Débits de boissons	177 306	174 750	155 157	156 760	1 %	2 840	22,9 %
<b>Autres activités</b>							
Santé humaine	531 510	364 845	285 114	250 715	- 12,1 %	312	3,7 %
Action sociale	430 743	215 805	116 289	244 029	81,3 %	128	20,8 %
Activités culturelles	163 834	234 047	198 407	225 510	13,7 %	53	20,5 %
Activités sportives	135 794	148 605	137 844	159 548	15,7 %	112	0,9 %
Autres activités récréatives	110 336	166 361	130 924	123 256	- 5,9 %	113	8,7 %
Enseignement	113 325	81 649	110 418	114 915	4,1 %	352	12,5 %
<b>Ensemble des activités</b>	<b>187 924</b>	<b>191 066</b>	<b>189 604</b>	<b>179 874</b>	<b>- 5,1 %</b>	<b>39 835</b>	<b>- 9,1 %</b>

## Des valorisations plus élevées à l'Ouest qu'à l'Est

La France métropolitaine est globalement coupée en trois. Le nord du pays jusqu'à l'Île-de-France affiche des prix moyens de cession au-delà de 200 000 €. Sur une frange sud-ouest nord-ouest, les prix se situent aux environs de 165 000 € et tombent en moyenne sous les 150 000 € sur un couloir sud-nord-est. L'extrême du Sud-Est enregistre un prix moyen supérieur à 180 000 €.

Sur les **départements et régions d'outre-mer**, si la Guyane reste en retrait avec un prix moyen de cession à moins de 80 000 €, Guadeloupe, Martinique et Réunion se distinguent en revanche par des valorisations très au-dessus de 200 000 €.

En France métropolitaine, c'est l'**Île-de-France** qui affiche le prix moyen le plus haut à 237 000 € mais en chute sensible (- 17 %) sur un an, lesté par Paris où les transactions ont reculé de 19 %. Avec 3 085 reprises, Paris représente 40 % du total des reprises de la région. Le prix moyen de cession résiste sur un an à 269 000 €. Dans les Hauts-de-Seine, la valorisation tombe sous 300 000 € mais le nombre de reprises de fonds gagne 1 %.

La **Picardie** occupe la deuxième marche du podium avec un prix moyen à 208 000 €, montant tiré par la Somme (247 000 €). L'Oise revient au-dessus de 200 000 € comme en 2012 et 2013.

Le **Nord-Pas-de-Calais** monte sur le podium avec un prix moyen à 202 000 € au-delà de sa moyenne à cinq ans (195 000 €). Chacun des deux départements se situe au-dessus de 200 000 €.

Le sud-est, (**Corse** et **Provence-Alpes-Côte d'Azur**) affiche un prix moyen voisin de 181 000 €. La Corse du Sud et les Alpes-Maritimes sont au plus haut à 209 000 €. Les Bouches-du-Rhône et le Var approchent 180 000 €.

Les régions enregistrant un prix moyen compris entre 160 000 € et 180 000 € sont toutes situées à l'ouest, exception faite de l'**Alsace** à 163 000 €.

La **Bretagne** parvient à conserver une valorisation (175 000 €) proche de la moyenne nationale mais ce prix recule chaque année depuis 2012 (204 000 €). Cette valeur tirée en 2015 par l'Ille-et-Vilaine et le Morbihan, est voisine de 190 000 €. La **Basse-Normandie** se maintient au-dessus de 170 000 € tirée par le Calvados proche de 200 000 €. Suivent **Poitou-Charentes** (163 000 €), **Aquitaine** (164 000 €), **Haute-Normandie** et **Pays de la Loire** (167 000 €).

Dans le sud, **Midi-Pyrénées** est dans sa moyenne sur cinq ans à 156 000 € tandis que **Languedoc-Roussillon** est en dessous à 152 000 € mais a gagné 4 000 € sur un an.

**Rhône-Alpes**, qui était au-delà de 170 000 € depuis trois ans, retombe à 155 000 € en 2015. Seules les deux Savoie conservent des prix au-dessus de 170 000 €.

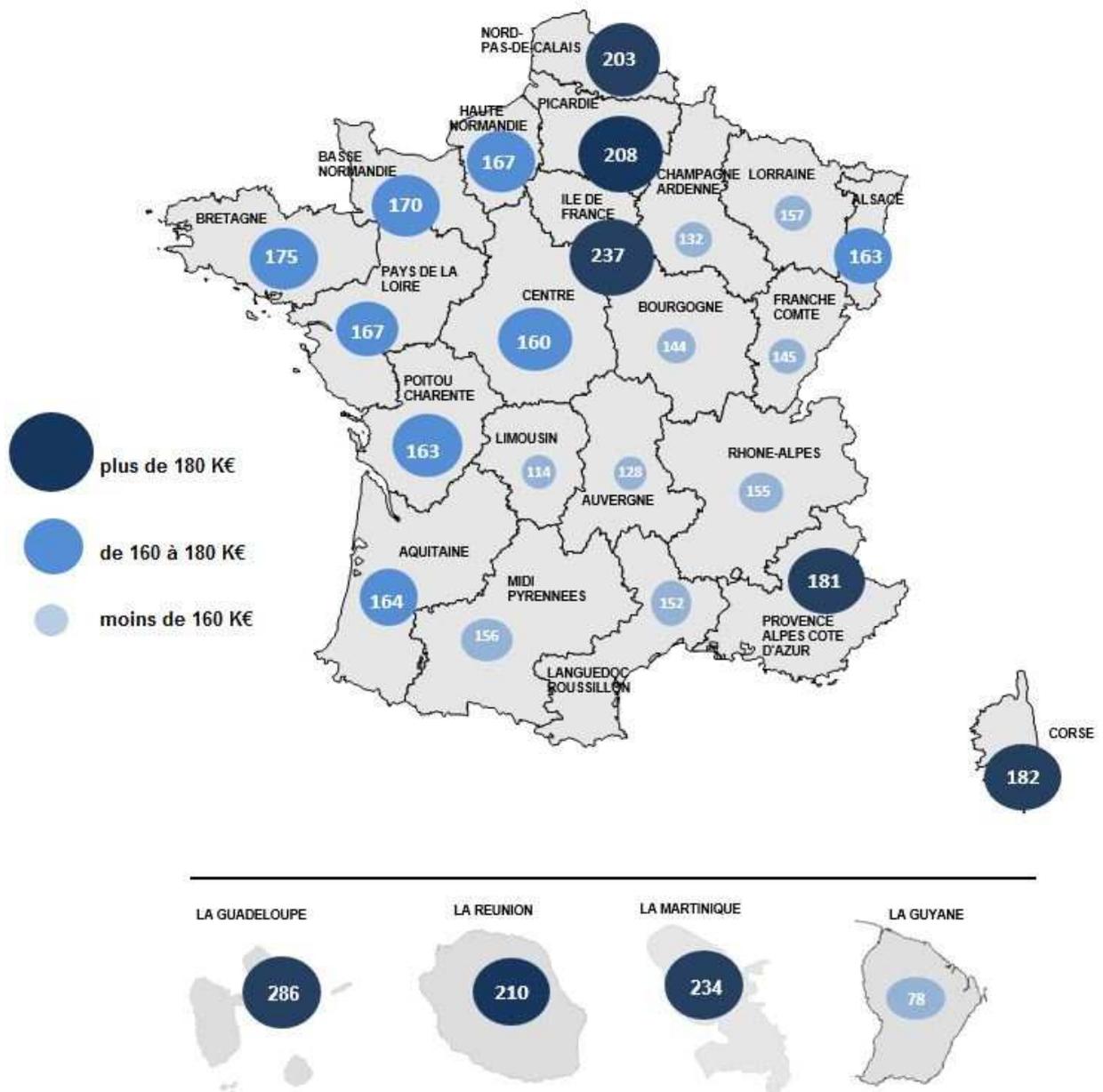
La région **Centre** tombe juste sous les 160 000 € malgré des prix au-delà de 170 000 € en Eure-et-Loir et Loiret.

Le **Limousin** à 114 000 € ferme la marche, devancé par **l'Auvergne** (128 000 €), **Champagne-Ardenne** (132 000 €) et **Bourgogne** (143 000 €).

### Montant moyen des transactions en € par région des acheteurs

Région des acheteurs	2012	2013	2014	2015	Évolution 2015 vs 2014	Nombre transactions 2015	Évolution 2015 vs 2014
Alsace	167 152	175 463	179 237	162 666	- 9,2 %	875	- 7,1 %
Aquitaine	184 392	165 708	159 057	163 596	2,9 %	2 174	- 13,7 %
Auvergne	132 245	151 033	135 392	128 219	- 5,3 %	834	- 13,2 %
Basse-Normandie	191 475	204 749	175 899	170 419	- 3,1 %	1 228	- 8,2 %
Bourgogne	146 208	149 655	162 412	143 739	- 11,5 %	973	- 11,3 %
Bretagne	203 540	191 980	185 073	174 628	- 5,6 %	2 223	- 6 %
Centre	186 474	183 964	164 171	159 681	- 2,7 %	1 247	- 11,6 %
Champagne-Ardenne	198 867	168 824	168 073	132 030	- 21,4 %	655	- 7,5 %
Corse	167 100	180 274	218 531	182 256	- 16,6 %	251	0,8 %
Franche-Comté	165 885	122 946	123 909	145 312	17,3 %	647	- 2,7 %
Haute-Normandie	182 841	200 051	183 297	166 803	- 9 %	933	- 13,4 %
Île-de-France	245 075	268 597	285 150	237 263	- 16,8 %	7 722	- 13,2 %
Languedoc-Roussillon	180 704	158 291	147 593	151 979	3 %	1 880	- 7,5 %
Limousin	152 474	158 514	140 451	114 057	- 18,8 %	457	- 13,6 %
Lorraine	163 080	146 494	137 521	157 447	14,5 %	1 050	- 15,0 %
Midi-Pyrénées	163 178	153 649	147 669	155 886	5,6 %	1 829	- 7,7 %
Nord-Pas-de-Calais	180 416	188 255	179 047	202 814	13,3 %	1 510	- 4,6 %
Pays de la Loire	179 529	171 799	168 201	166 960	-0,7 %	2 303	- 3,7 %
Picardie	200 302	190 700	201 829	208 052	3,1 %	773	- 9,2 %
Poitou-Charentes	184 845	173 639	150 655	162 509	7,9 %	1 037	- 6,7 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	184 177	183 340	175 698	180 582	2,8 %	3 729	- 7,5 %
Rhône-Alpes	172 973	171 802	172 177	154 569	- 10,2 %	4 914	- 6,3 %
D.O.M	288 090	204 910	245 982	218 433	- 11,2 %	557	3,1 %
<b>Total France</b>	<b>199 466</b>	<b>191 066</b>	<b>189 604</b>	<b>179 874</b>	<b>- 5,1 %</b>	<b>39 835</b>	<b>- 9,1 %</b>

**Carte de France des montants moyens de transactions en K€  
 par région des acheteurs en 2015**



**Montant moyen des transactions en € par département des acheteurs**

Régions des acheteurs	Dpt	2013	2014	2015	Évolution 2015 Vs 2014	Nombre transactions 2015	Évolution 2015 Vs 2014
Alsace	67	190 575	192 478	161 950	- 16 %	519	- 12 %
	68	149 557	155 693	163 792	5 %	356	1 %
Aquitaine	24	129 390	114 815	130 897	14 %	275	- 32 %
	33	154 057	180 701	177 278	- 2 %	962	- 11 %
	40	211 143	165 327	167 756	1 %	253	- 22 %
	47	153 749	142 655	155 438	9 %	201	- 6 %
	64	188 876	146 122	159 140	9 %	483	- 4 %
Auvergne	03	171 847	139 426	94 586	- 32 %	208	5 %
	15	142 550	133 557	114 378	- 14 %	96	- 18 %
	43	146 495	101 448	148 744	47 %	152	- 22 %
	63	143 587	149 275	142 714	- 4 %	378	- 16 %
Basse-Normandie	14	216 061	195 862	196 412	0 %	619	- 19 %
	50	226 799	170 561	156 027	- 9 %	397	3 %
	61	125 282	106 978	119 372	12 %	212	9 %
Bourgogne	21	174 991	161 666	166 814	3 %	299	- 17 %
	58	124 151	105 578	130 493	24 %	114	- 4 %
	71	114 614	141 561	127 158	- 10 %	407	- 9 %
	89	210 855	249 286	155 079	- 38 %	153	- 11 %
Bretagne	22	158 143	150 665	153 867	2 %	462	0 %
	29	209 458	185 219	161 393	- 13 %	565	0 %
	35	189 857	192 055	190 307	- 1 %	690	- 11 %
	56	200 259	205 172	188 550	- 8 %	506	- 10 %
Centre	18	179 343	171 073	110 756	- 35 %	165	- 8 %
	28	166 088	159 692	178 501	12 %	191	- 7 %
	36	149 975	119 181	165 228	39 %	127	- 26 %
	37	192 335	145 391	163 210	12 %	325	- 13 %
	41	152 010	142 652	156 550	10 %	175	- 4 %
	45	222 832	226 708	173 872	- 23 %	264	- 11 %

Régions des acheteurs	Dpt	2013	2014	2015	Évolution 2015 Vs 2014	Nombre transactions 2015	Évolution 2015 Vs 2014
Champagne-Ardenne	08	213 200	177 563	129 499	- 27 %	150	33 %
	10	129 744	131 047	123 448	- 6 %	127	- 41 %
	51	158 533	194 487	136 636	- 30 %	295	2 %
	52	218 708	148 725	134 331	- 10 %	83	- 9 %
Corse	2A	148 052	229 268	209 379	- 9 %	109	7 %
	2B	216 266	213 007	162 882	- 24 %	142	- 3 %
Franche-Comté	25	140 762	125 292	160 752	28 %	320	11 %
	39	121 223	113 031	138 646	23 %	158	- 21 %
	70	99 749	146 712	115 972	- 21 %	104	- 8 %
	90	105 171	107 834	142 302	32 %	65	2 %
Haute-Normandie	27	187 758	177 201	158 156	- 11 %	264	- 12 %
	76	205 617	185 794	170 244	- 8 %	669	- 14 %
Île-de-France	75	284 235	270 960	269 313	- 1 %	3 085	- 19 %
	77	205 303	220 520	174 153	- 21 %	561	- 4 %
	78	211 903	247 715	201 586	- 19 %	621	- 14 %
	91	259 798	529 756	197 065	- 63 %	535	- 7 %
	92	314 632	357 548	297 527	- 17 %	1 229	1 %
	93	227 011	179 670	166 356	- 7 %	671	- 8 %
	94	257 926	244 082	201 274	- 18 %	623	- 16 %
	95	274 083	203 640	184 675	- 9 %	397	- 21 %
Languedoc-Roussillon	11	109 192	96 259	121 063	26 %	263	- 9 %
	30	175 906	140 109	154 787	10 %	430	- 1 %
	34	164 882	164 401	165 699	1 %	816	- 7 %
	48	176 723	143 569	114 577	- 20 %	51	- 28 %
	66	150 860	156 142	144 098	- 8 %	320	- 12 %
Limousin	19	139 800	137 083	120 349	- 12 %	175	- 2 %
	23	186 838	158 996	97 761	- 39 %	60	- 22 %
	87	166 540	136 756	113 626	- 17 %	222	- 19 %

Région des acheteurs	Dpt	2013	2014	2015	Évolution 2015 Vs 2014	Nombre transactions 2015	Évolution 2015 Vs 2014
Lorraine	54	160 593	153 714	147 725	- 4 %	320	- 11 %
	55	171 029	130 273	134 306	3 %	78	- 6 %
	57	143 395	129 889	186 777	44 %	420	- 20 %
	88	122 639	133 448	126 757	- 5 %	232	- 13 %
Midi-Pyrénées	09	132 579	140 910	172 015	22 %	83	9 %
	12	115 771	134 244	146 258	9 %	169	- 27 %
	31	164 754	164 627	179 245	9 %	777	- 12 %
	32	267 402	112 881	169 358	50 %	127	- 7 %
	46	141 598	155 075	130 971	- 16 %	136	7 %
	65	132 682	159 414	116 523	- 27 %	143	4 %
	81	126 194	109 570	121 875	11 %	241	- 8 %
	82	128 699	159 564	145 287	- 9 %	153	15 %
Nord-Pas-de-Calais	59	202 699	157 360	201 158	28 %	913	- 9 %
	62	167 737	219 008	205 403	- 6 %	597	3 %
Pays de la Loire	44	179 671	186 437	197 144	6 %	816	- 8 %
	49	164 852	164 459	179 643	9 %	461	0 %
	53	132 285	112 915	116 773	3 %	246	0 %
	72	161 514	174 333	154 782	- 11 %	266	- 24 %
	85	187 840	162 976	135 123	- 17 %	514	15 %
Picardie	02	136 068	195 775	152 245	- 22 %	192	- 14 %
	60	215 130	171 233	212 805	24 %	328	4 %
	80	218 450	237 939	246 648	4 %	253	- 19 %
Poitou-Charentes	16	157 312	125 433	156 320	25 %	174	- 4 %
	17	182 102	171 497	171 966	0 %	486	- 8 %
	79	161 458	144 161	170 527	18 %	174	- 16 %
	86	175 512	120 836	135 976	13 %	203	4 %

Région des acheteurs	Dpt	2013	2014	2015	Évolution 2015 Vs 2014	Nombre transactions 2015	Évolution 2015 Vs 2014
Provence-Alpes-Côte d'Azur	04	125 295	109 848	132 366	20 %	152	23 %
	05	129 200	179 277	139 890	- 22 %	138	- 13 %
	06	198 323	194 256	208 786	7 %	938	- 7 %
	13	185 181	176 877	179 863	2 %	1 273	- 8 %
	83	184 678	166 577	179 205	8 %	832	- 7 %
	84	185 656	167 341	126 696	- 24 %	396	- 14 %
Rhône-Alpes	01	131 895	187 815	148 221	- 21 %	387	- 7 %
	07	140 056	113 528	110 550	- 3 %	226	5 %
	26	195 956	178 363	122 113	- 32 %	375	1 %
	38	141 581	160 696	148 540	- 8 %	803	- 8 %
	42	139 544	129 630	135 399	4 %	588	- 21 %
	69	189 096	190 615	165 857	- 13 %	1 576	- 1 %
	73	191 127	178 863	170 113	- 5 %	396	- 8 %
	74	189 611	189 812	179 855	- 5 %	563	- 7 %
D.O.M	97	204 910	245 982	218 433	- 11,2 %	557	3,1 %
<b>Total France</b>		<b>191 066</b>	<b>189 604</b>	<b>179 874</b>	<b>- 5,1 %</b>	<b>39 835</b>	<b>- 9,1 %</b>

## Annexe

# Note méthodologique

### Le champ d'analyse :

Lors de la vente d'un fonds de commerce, les formalités de publicité incombent à l'acquéreur. C'est pourquoi le baromètre BODACC analyse des transactions du point de vue du repreneur plus que du vendeur. Le périmètre d'analyse porte sur l'exploitation de l'ensemble des annonces de ventes et cessions publiées au BODACC depuis 2008. Les mentions clés publiées au BODACC, à savoir la date de l'acte, les coordonnées du repreneur, le montant d'acquisition du fonds et les coordonnées du précédent propriétaire ont été enrichies de données complémentaires extraites des bases de données Altaires.

### Définition de la moyenne des prix d'acquisition :

Le prix moyen représente la somme des montants d'acquisition des fonds divisée par le nombre de transactions. Cette moyenne est calculée sur la population des transactions dont le montant est compris entre 10 K€ et 10 M€. Ce champ spécifique permet de dégager des tendances cohérentes sur les prix d'acquisitions pratiqués.

En effet, quelques opérations très fortes peuvent perturber les résultats. Ainsi en 2015, trente et une ventes de plus de 10 M€ ont été observées représentant un montant global de 1,7 milliards d'€.

A l'inverse, les plus faibles transactions inférieures à 10 K€, si elles sont moins perturbantes du fait de leur faible montant et de leur petit nombre (3 % de l'ensemble des transactions en 2015), traduisent mal la réalité des reprises économiques.

### Nomenclature d'activités :

La distribution des secteurs d'activité s'appuie sur la nouvelle nomenclature des activités françaises (NAF) révisée au 1<sup>er</sup> janvier 2008. Les regroupements établis sont des formats standards couramment utilisés dans le cadre des études économiques.

Secteurs d'activité agrégés	Codes NAF associés
Agriculture	01 à 03
Construction	41 à 43 et 68
Commerce	45 à 47
Industrie	05 à 39
Information & communication	58 à 63
Transport & logistique	49 à 53
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
Services aux entreprises	69 à 82 et 6420Z
Services aux particuliers	95 à 98
Hébergement, restauration, débits de boissons	55 à 56
Autres activités	84 à 94 et 99

## Glossaire

### Fonds de commerce :

Entité économique d'éléments affectés à l'exploitation d'une activité commerciale. Ces éléments constituent la valeur du fonds. On distingue les éléments corporels (matériels, marchandises, équipements...) et les éléments incorporels (clientèle, droit au bail, nom commercial, enseigne...). La vente des fonds de commerce fait l'objet de précautions particulières en termes de publicité pour sauvegarder les intérêts des créanciers du vendeur. En effet, les éventuels créanciers disposent de dix jours à compter de la publicité au *BODACC* pour faire opposition à la cession.

### Ventes et cessions :

Opération juridique au cours de laquelle la propriété d'un bien ou d'un ensemble de biens ou d'un droit passe du patrimoine du cédant à celui du cessionnaire (bénéficiaire de la cession). Il en est ainsi pour les ventes et cessions de fonds de commerce. Sont ainsi publiés aux *BODACC* les transferts de propriété de fonds de commerce par achat, par apport ou par apport partiel d'actifs. La transaction peut porter tant sur un établissement, un droit au bail ou une simple branche d'activité.

L'acte de cession de fonds doit faire l'objet d'une première publicité dans un journal d'annonces légales local, puis d'une publication nationale au *BODACC*. Outre les informations relatives à ce dernier, l'avis au *BODACC* comprend le fonds acquis, le type d'acquisition (achat, apport...), le montant de la transaction, les coordonnées du précédent propriétaire ainsi que les références de la publicité préalable dans un Journal d'annonces légales et les conditions pour faire opposition. Les créanciers du vendeur ont dix jours à compter de cette publicité pour former opposition au prix de vente du fonds. Cette opposition a pour effet d'empêcher que le prix de la cession, placé sur un compte de séquestre, ne soit remis au vendeur. La somme bloquée sur le séquestre constitue une garantie pour les éventuels créanciers. Ainsi un acquéreur qui paierait le vendeur sans avoir procédé aux publicités nécessaires ou avant les délais des dix jours, peut en outre se voir contraint de rembourser les éventuelles créances du vendeur. C'est ce qui explique que ce soit l'acquéreur qui procède aux formalités de publicité.

### Transaction :

Convention conclue par acte authentique ou sous seing privé stipulant les engagements réciproques interdépendants des parties prenantes à la vente de fonds de commerce (cédant et cessionnaire).

### Repreneur :

Unité légale (entreprise individuelle ou entreprise) qui reprend totalement ou partiellement, l'activité d'un ou plusieurs établissements économiques d'une autre unité légale.



**BODACC.fr**  
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales



### Catégorie juridique :

La catégorie juridique décrit le statut juridique de l'entreprise. Les différentes formes juridiques ont été créées par la loi, soit pour réglementer une activité, soit pour répondre à un vide juridique, mais le but est toujours d'adapter le droit aux réalités et aux besoins économiques. Le droit des affaires distingue :

- l'entrepreneur indépendant (artisan, commerçant...);
- la société (SARL, SA...);
- le groupement (GIE, association).

### Etablissement :

Pour le répertoire Sirene (répertoire des entreprises et des établissements réalisé par l'INSEE), un établissement est une unité d'exploitation ou de production localisée géographiquement, individualisée mais dépendant juridiquement d'une entreprise. C'est le lieu où est exercée l'activité (magasin, atelier, entrepôt...). Un établissement se compose d'un lieu et d'une activité. On distingue trois types d'établissement :

- **établissement principal** : lieu où s'exerce l'activité principale d'une entreprise. Généralement, cet établissement se situe à l'adresse du siège social ;
- **établissement complémentaire** : établissement supplémentaire à l'établissement principal. L'adresse de cet établissement se situe dans le même ressort du greffe du tribunal de commerce où a été inscrit l'établissement principal ;
- **établissement secondaire** : établissement supplémentaire à l'établissement principal. L'adresse de cet établissement se situe en dehors de ressort du greffe de tribunal de commerce où a été inscrit l'établissement principal.

### Entreprise :

Personne physique ou morale exerçant de manière indépendante une activité professionnelle non salariée.

Il existe deux grandes catégories d'entreprises :

- **l'entreprise individuelle** qui ne possède pas de personnalité juridique distincte de celle de son exploitant (par exemple : commerçant, artisan, profession libérale, exploitant agricole...);
- **l'entreprise dite personne morale** (par exemple : société anonyme (SA), société à responsabilité limitée (SARL)...).